

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2019/13018]

9 MAI 2019. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. L'accord de coopération conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale, est approuvé.

Art. 3. L'article 7 du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles Capitale, est remplacé par les mots suivants :

« Art. 7. – Le bénéficiaire reçoit une attestation de suivi du volet primaire et s'il y a lieu secondaire du parcours d'accueil.

Le bénéficiaire peut recevoir une attestation de fin de parcours. Cette attestation peut être octroyée indépendamment des attestations visées à l'alinéa 1^{er} lorsque les obligations liées au suivi du parcours d'accueil en vertu de l'Ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants sont estimées comme étant remplies.

Le bénéficiaires peut recevoir des attestations d'enregistrement régulier et de suspension de suivi du parcours d'accueil en vertu de l'Ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants.

Les conditions de délivrance sont communiquées aux bénéficiaires lors de l'accueil.

Le Collège arrête les conditions de délivrance ainsi que le contenu des attestations visées aux alinéas 1^{er}, 2^e et 3^e. ».

Art. 4. Dans l'article 8, § 1^{er} du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, les mots « l'attestation de suivi visée à l'article 7 » sont remplacés par « les attestations visées à l'article 7 ».

Bruxelles, le 26 avril 2019.

La Présidente

Une Secrétaire

Le Greffier

Bruxelles le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois,
chargée du Budget, de l'Enseignement,
du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

C. JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,
de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

Accord de coopération relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale

Vu les articles 128, 138 et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1^{er}, II, 3^o, et l'article 92bis, §1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 60 et 63;

Vu le décret de la Communauté flamande du 7 juin 2013 relatif à la politique flamande d'intégration et d'intégration civique.

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 janvier 2016 portant exécution du décret du 7 juin 2013 relatif à la politique flamande d'intégration et d'intégration civique;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté 2016/584 du Collège de la Commission communautaire française précisant les nouvelles missions confiées au centre régional d'appui en cohésion sociale en exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants ;

Considérant que l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 impose aux primo-arrivants à Bruxelles-Capitale l'obligation de suivre un parcours d'accueil;

Considérant que cette ordonnance stipule que le Collège réuni agréé les organisateurs du parcours d'accueil;

Considérant que la Commission communautaire commune, la Communauté flamande et la Commission communautaire française ont convenus que les primo-arrivants de Bruxelles-Capitale peuvent satisfaire à leur obligation sur base de cette ordonnance en suivant un parcours d'accueil organisé par la Communauté flamande ou la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient que la Commission communautaire commune, la Communauté flamande et la Commission communautaire française se concertent sur cette collaboration.

ENTRE

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-président et de la Ministre de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

La Commission communautaire française, représentée par le Collège de la Commission communautaire française, en la personne de la Ministre-présidente du Collège et du Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale,

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, en la personne du Président du Collège réuni et des Ministres en charge de l'Aide aux personnes,

Exerçant conjointement leurs propres compétences, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération vise la mise en place d'une collaboration entre la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté flamande dans le cadre du parcours d'accueil des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale. Cette collaboration doit permettre aux primo-arrivants dont l'obligation de suivre un parcours d'accueil relève de la Commission communautaire commune de s'adresser aux organisateurs de parcours d'accueil agréés par la Commission communautaire française, la Communauté flamande ou la Commission communautaire commune pour satisfaire à leurs obligations.

Si la Commission communautaire commune veut organiser ses propres parcours d'accueil, elle ne peut le faire qu'après concertation et notification à la Commission communautaire française et la Communauté flamande.

Art. 2. Dans le présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° ordonnance : l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants;

2° primo-arrivant : l'étranger majeur, de moins de 65 ans, qui séjourne légalement en Belgique depuis moins de trois ans et qui est inscrit pour la première fois avec un titre de séjour de plus de trois mois au registre national d'une commune du territoire bilingue de Bruxelles-Capitale, tel que défini à l'article 2 de l'ordonnance.

CHAPITRE 2. — *Le parcours d'accueil*

Art. 3. Pour satisfaire à l'obligation de suivre un parcours d'accueil tel qu'imposée par l'article 4 de l'ordonnance, le primo-arrivant doit s'adresser aux organisateurs de parcours d'accueil agréés par la Communauté flamande, par la Commission communautaire française ou la Commission communautaire commune et établis sur le territoire bilingue de la région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommés « les organisateurs ».

Sans préjudice des dispositions du présent accord de coopération, l'organisateur offre au primo-arrivant un parcours d'accueil conforme aux réglementations existantes de la Communauté flamande, la Commission communautaire française et/ou la Commission communautaire commune.

Art. 4. Des cours de langue sont proposés jusqu'au niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Pour les primo-arrivants qui sont analphabètes ou alphabétisés dans un autre alphabet, des cours de langue sont proposés jusqu'au niveau A1 du Cadre européen commun de référence pour les langues pour les connaissances orales.

Art. 5. Dès que le primo-arrivant se présente chez l'organisateur, l'organisateur délivre au primo-arrivant une attestation qui prouve la présentation.

L'organisateur conclut avec le primo-arrivant une convention.

Le primo-arrivant peut être dispensé totalement ou partiellement des cours de langue, du cours de citoyenneté ou des deux, s'il dispose déjà de connaissances, d'aptitudes et/ou de compétences. Cela peut être mentionné dans la convention.

Si le primo-arrivant suit des cours de langue adaptés parce qu'il est analphabète ou alphabétisé dans un autre alphabet, cela peut également figurer dans la convention.

Art. 6. Dès que le primo-arrivant a terminé de manière régulière le parcours d'accueil, l'organisateur délivre au primo-arrivant une attestation qui prouve l'achèvement régulier.

Art. 7. En vue d'une suspension de l'obligation de suivre un parcours d'accueil pour le primo-arrivant, l'organisateur délivre également les attestations suivantes:

1° si le primo-arrivant suit un parcours d'accueil qui ne peut pas être terminé dans les 18 mois après la présentation: une attestation qui mentionne la durée du parcours d'accueil;

2° si le primo-arrivant figure sur une liste d'attente en raison d'un manque de places disponibles: une attestation qui confirme que le primo-arrivant figure sur une liste d'attente.

Art. 8. Les parties contractantes s'engagent à échanger toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre du présent accord de coopération.

Il est institué un comité de pilotage, composé des représentants de la Communauté flamande, de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, afin d'évaluer cet accord de coopération. Ce comité de pilotage se réunit au moins une fois par an, et à chaque fois que le nombre des places auprès une des deux Communautés n'est pas suffisant.

Tous les quatre ans, une évaluation du dispositif global lié à l'obligation d'intégration se fait par un bureau externe.

CHAPITRE 3. — *Offre des parcours d'accueil*

Art. 9. La Commission communautaire française finance au minimum 4000 parcours d'accueil par an à destination de primo-arrivants tels que définis par l'ordonnance. La Communauté flamande finance au minimum 4000 parcours d'accueil d'intégration à destination de primo-arrivants tels que définis par l'ordonnance. Pour tous les parcours d'accueil supplémentaires à destination de primo-arrivants tels que définis par l'ordonnance, les parties contractantes prendront, chacune au sein de sa compétence, les mesures nécessaires pour exécuter les tâches qui leurs sont confiées.

CHAPITRE 4. — *Informations communiquées par les communes*

Art. 10. Afin de renseigner le primo-arrivant sur son obligation de suivre un parcours d'accueil, sur les sanctions qu'il encoure s'il ne satisfait pas à cette obligation, et sur les différents organisateurs de parcours d'accueil et leurs offres de formations respectives, conformément à l'article 6 de l'ordonnance, la commune fournit à chaque primo-arrivant une brochure d'information dont le contenu sera déterminé par le comité de pilotage à l'unanimité.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment émanant des parties contractantes.

Art. 12. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée. Chaque partie contractante peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de un an.

Le délai de préavis prend cours à la date à laquelle la partie qui dénonce informe les autres parties contractantes de son intention de mettre fin à l'accord de coopération.

Fait à Bruxelles le, en 3 exemplaires, dont chaque partie confirme avoir reçu un exemplaire.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président
G. BOURGEOIS

La Ministre de l'Administration intérieure,
de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
L. HOMANS

Pour la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente du Collège,
F. LAANAN

Le Membre du Collège en charge de la Cohésion sociale,
R. VERVOORT

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni,
R. VERVOORT

Les Ministres en charge de l'Aide aux personnes,
P. SMET et C. FREMAULT

VERTALING

VERENIGDE VERGADERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2019/13018]

9 MEI 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in verband met het verplichte inburgeringstraject van nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in verband met het verplichte inburgeringstraject van nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

Art. 3. Artikel 7 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vervangen door de woorden:

“Art. 7. – De begunstigde krijgt een opvolgingsattest voor het eerste en desgevallend tweede luik van het onthaaltraject.

De begunstigde kan aan het einde van het traject een attest krijgen. Dit attest kan los van de in het eerste lid bedoelde attesten uitgereikt worden wanneer geacht wordt dat voldaan is aan de verplichtingen die de Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers oplegt in verband met het volgen van het inburgeringstraject.

Krachtens de Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers kan de begunstigde een attest van regelmatige inschrijving en van opschorting van het volgen van het inburgeringstraject krijgen.

De uitreikingsvoorwaarden worden bij het onthaal meegedeeld aan de begunstigten.

Het College bepaalt de uitreikingsvoorwaarden evenals de inhoud van de in het eerste, tweede en derde lid bedoelde attesten.”.

Art. 4. In artikel 8, §1 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden “het opvolgingsattest uit dat bedoeld wordt in artikel 7” vervangen door de woorden “de opvolgingsattesten uit die bedoeld worden in artikel 7”.

Brussel, 26 april 2019.

De Voorzitster

Een Secretar(i)(e)s(se)

De Griffier

Brussel, 5 mei 2019.

Voor de Brusselse Franstalige Regering :

F. LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige,
bevoegd voor het HSociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen

**Samenwerkingsakkoord met betrekking tot het verplicht
inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad**

Gelet op artikelen 128, 138 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, II, 3°, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikelen 60 en 63;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 29 januari 2016 houdende de uitvoering van het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit 2016/584 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 december 2016 tot verduidelijking van de nieuwe opdrachten die zijn toevertrouwd aan het gewestelijk ondersteuningscentrum sociale samenhang in uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers ;

Overwegende dat de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 de verplichting oplegt aan nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad om een inburgeringstraject te volgen;

Overwegende dat deze ordonnantie stelt dat het Verenigd College de inrichters van het inburgeringstraject erkent;

Overwegende dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie overeenkomen dat de nieuwkomers uit Brussel-Hoofdstad kunnen voldoen aan hun verplichting tot inburgering ingevolge deze ordonnantie door het volgen van een inburgeringstraject georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap of door de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie hierover een aantal afspraken dienen te maken.

TUSSEN

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-president en van de Minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke kansen en Armoedebestrijding,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, in de persoon van de Minister-president van het College en van de Minister bevoegd voor Sociale Cohesie,

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van de Voorzitter van het Verenigd College en van de Ministers bevoegd voor Bijstand aan Personen,

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk uitoefenend, werd overeengekomen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord beoogt een samenwerking tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschap met betrekking tot het inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad. Deze samenwerking dient er meerbepaald voor te zorgen dat de nieuwkomers die vallen onder de verplichting tot inburgering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zich kunnen wenden tot de inrichters van inburgeringstrajecten die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie om aan deze verplichting te voldoen.

Indien de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie haar eigen inburgeringstrajecten wenst te organiseren, kan ze dit enkel doen na overleg met en notificatie aan de Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 2. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° ordonnantie: de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers ;

2° nieuwkomer: de meerderjarige vreemdeling, jonger dan 65 jaar, die minder dan drie jaar wettig in België verblijft en die voor het eerst met een verblijfstitel van meer dan drie maanden ingeschreven wordt in het rijksregister van een gemeente van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, zoals ook omschreven in artikel 2 van de ordonnantie.

HOOFDSTUK 2. — *Het inburgeringstraject*

Art. 3. Om te voldoen aan de verplichting tot het volgen van een inburgeringstraject zoals opgelegd door artikel 4 van de ordonnantie, moet de nieuwkomer zich wenden tot de inrichters van een inburgeringstraject die erkend zijn door de Vlaamse Gemeenschap, door de Franse Gemeenschapscommissie of door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en gevestigd zijn in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, hierna genoemd “de inrichters”.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, biedt de inrichter de nieuwkomer een inburgeringstraject aan dat in overeenstemming is met de bestaande regelgeving van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en/of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 4. Er worden taallessen aangeboden tot het niveau A2 van het Europees Referentiekader voor Moderne Vreemde Talen.

Voor nieuwkomers die analfabeet of anders gealfabetiseerd zijn, worden er taallessen aangeboden tot het niveau A1 van het Europees Referentiekader voor Moderne Vreemde Talen voor de mondelinge vaardigheden.

Art. 5. Van zodra de nieuwkomer zich aanmeldt bij de inrichter, reikt de inrichter een attest uit aan de nieuwkomer dat de aanmelding aantoont.

De inrichter sluit met de nieuwkomer een contract af.

De nieuwkomer kan een gehele of gedeeltelijke vrijstelling bekomen voor de taallessen, de lessen burgerschap of beide op basis van reeds verworven kennis, vaardigheden en/of competenties. Dit kan in het contract vermeld worden.

Indien de nieuwkomer aangepaste taallessen volgt omdat hij analfabeet of anders gealfabetiseerd is, kan dit vermeld worden in het contract.

Art. 6. Van zodra de nieuwkomer op regelmatige wijze het inburgeringstraject heeft afgerond, reikt de inrichter aan de nieuwkomer een attest uit dat de regelmatige afronding aantoont.

Art. 7. Met het oog op een opschorting van de verplichting tot inburgering voor de nieuwkomer, reikt de inrichter ook volgende attesten uit aan de nieuwkomer:

1° indien de nieuwkomer een inburgeringstraject aan het volgen is dat niet kan afgerond worden binnen de 18 maanden na de aanmelding: een attest waarin de duur van het inburgeringstraject vermeld staat;

2° indien de nieuwkomer op een wachtlijst staat bij gebrek aan beschikbare plaatsen: een attest dat bevestigt dat de nieuwkomer op een wachtlijst staat.

Art. 8. De contracterende partijen verbinden zich ertoe om alle informatie uit te wisselen die nodig is om de praktische uitvoering van dit samenwerkingsakkoord mogelijk te maken.

Er wordt een stuurgroep opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, teneinde dit samenwerkingsakkoord te evalueren. Deze stuurgroep komt minstens één maal per jaar samen, en telkens wanneer blijkt dat het aantal aangeboden plaatsen bij één van beide Gemeenschappen niet voldoende is.

Om de vier jaar gebeurt er een evaluatie van de gehele regeling met betrekking tot de verplichting tot inburgering door een extern bureau.

HOOFDSTUK 3. — *Aanbod inburgeringstrajecten*

Art. 9. De Franse Gemeenschapscommissie financiert minimum 4000 inburgeringstrajecten per jaar bestemd voor nieuwkomers zoals bepaald door de ordonnantie. De Vlaamse Gemeenschap financiert minstens 4000 inburgeringstrajecten per jaar bestemd voor nieuwkomers zoals bepaald door de ordonnantie. Voor alle bijkomende inburgeringstrajecten bestemd voor de nieuwkomers zoals bepaald door de ordonnantie, zullen de contracterende partijen, elk binnen hun bevoegdheid, de noodzakelijke maatregelen nemen om de taken die hen zijn toevertrouwd uit te voeren.

HOOFDSTUK 4. — *Informatie verstrekt door de gemeenten*

Art. 10. Teneinde de nieuwkomer te informeren over zijn verplichting tot het volgen van een inburgeringstraject, over de sancties bij niet-naleving van die verplichting, en over de verschillende erkende organisatoren van het inburgeringstraject en hun verschillende respectieve vormingsaanbod, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie, geeft de gemeente aan elke nieuwkomer een informatiebrochure waarvan de inhoud door de stuurgroep met unanimité zal worden bepaald.

HOOFDSTUK 5. — *Slopbepalingen*

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste instemmingsakte uitgaande van de contracterende partijen.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord is voor onbepaalde duur geldig. Elke contracterende partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van 1 jaar in acht neemt.

De opzegtermijn gaat in vanaf het ogenblik dat de opzeggende partij haar intentie tot opzegging heeft bekendgemaakt aan de overige contracterende partijen.

Opgemaakt te Brussel op in 3 exemplaren, waarvan iedere partij bevestigt een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-President
G. BOURGEOIS

De Minister van Binnenlands Bestuur,
Inburgering, Wonen, Gelijke kansen en Armoedebestrijding,
L. HOMANS

Voor de Franse Gemeenschapscommissie:

De Minister-President van het College,
F. LAANAN

De Minister bevoegd voor Sociale Cohesie,
R. VERVOORT

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De Voorzitter van het Verenigd College,
R. VERVOORT

De Ministers bevoegd voor Bijstand aan Personen,
P. SMET en C. FREMAULT